



Rapport économique 2022-2023

MAROC

03 Août 2023

Executive Summary

Après s'être remise de l'impact de la crise sanitaire en 2021, l'économie marocaine a connu un ralentissement en 2022 en raison d'un environnement externe globalement défavorable. Bien que ses exportations se soient améliorées, le Maroc a souffert de la flambée des prix des produits et de la rareté pluviométrique, impactant négativement sa balance commerciale et accentuant son déficit budgétaire. Cette situation s'est détériorée davantage avec la succession de deux années de sécheresse.

En dépit de ces difficultés, les activités industrielles ont repris leur rythme d'avant la pandémie et la majorité des emplois perdus ont pu être récupérés. Les investissements directs étrangers connaissent toujours une croissance positive et une diversification de leurs sources. Le Maroc se positionne en particulier dans les secteurs de l'automobile, de l'aéronautique et des énergies renouvelables, qui attirent de plus en plus de multinationales. Les initiatives de développement du Royaume ont reçu le soutien des institutions internationales et des partenaires économiques régionaux. La stabilité de l'économie marocaine demeure reconnue par les agences de notation internationales et le pays est même sorti de la liste grise du GAFI et de l'UE.

Au cours des deux dernières décennies, le Maroc est passé du statut de pays de production à faible coût à celui de pays à meilleur coût, visant à s'établir en tant que leader mondial dans la fourniture d'offres de meilleure qualité. Pour renforcer son attrait international, structurer son économie et accélérer sa transition énergétique, plusieurs réformes économiques ont été lancées pour assurer des ressources financières suffisantes, stables et durables, pour décarboner les industries, notamment exportatrices, soutenir les activités d'investissement et améliorer le climat général des affaires. Le gouvernement intensifie ses efforts pour mettre en œuvre des projets de numérisation qui réduiront l'influence de l'économie informelle, se détacheront des activités rentières, et créeront finalement un environnement économique plus transparent, ouvert et compétitif.

Le Maroc invite les acteurs économiques suisses à explorer les opportunités disponibles non seulement dans le pays mais aussi en Afrique, à travers la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA). Les institutions et les entreprises suisses sont bien placées pour aider le Maroc dans ses projets d'infrastructure, en offrant des instruments de financement innovants et en tirant parti de leur expertise. Le succès des entreprises suisses existantes démontre un intérêt réel pour la coopération, étant donné le haut degré de complémentarité entre les deux économies. En outre, les entreprises peuvent bénéficier du réseau et de la vitalité de la Chambre de Commerce Suisse au Maroc qui a établi un partenariat avec Switzerland Global Enterprise.

TABLE DES MATIÈRES

1	SITUATION ÉCONOMIQUE ET DÉVELOPPEMENTS DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE	3
2	SECTEURS PRIORITAIRES ET OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES SUISSES	5
3	POLITIQUE ÉCONOMIQUE EXTÉRIEURE	9
4	COMMERCE EXTÉRIEUR	12
5	INVESTISSEMENTS DIRECTS	13
6	PROMOTION ÉCONOMIQUE ET TOURISTIQUE	15
	ANNEXE 1 – Structure de l'économie	18
	ANNEXE 2 – Principales données économiques	19
	ANNEXE 3 – Partenaires commerciaux	20
	ANNEXE 4 – Echanges commerciaux bilatéraux	21
	ANNEXE 5 – Principaux pays investisseurs	22

1 SITUATION ÉCONOMIQUE ET DÉVELOPPEMENTS DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Croissance : en 2022, le PIB du Maroc s'est établi à USD 133,6 milliards, enregistrant ainsi une croissance de 1,3% selon la Banque centrale du Maroc/Bank Al Maghrib. Ce ralentissement est dû à la récession engendrée par la crise sanitaire et la guerre en Ukraine. Alors que le FMI prévoit une croissance de 3% en 2023¹, la Banque centrale, elle, prévoit une croissance de 2,4% en 2023 et 3,3% en 2024². Ces projections de croissance sont justifiées par l'amélioration de la demande extérieure et de l'activité non agricole ainsi que l'augmentation des arrivées touristiques et des recettes de voyage.

Inflation : les prix à la consommation au Maroc, comme dans d'autres nations à travers le monde, ont augmenté rapidement, en raison principalement de la hausse des coûts de l'énergie et des denrées alimentaires. Au Maroc, l'inflation a atteint 6,6% en 2022 selon le Ministère de l'Economie et des Finances et Bank Al Maghrib³. L'accélération de l'inflation chez les principaux partenaires commerciaux du Maroc a également accentué le phénomène. En 2023, le taux d'inflation a continué sa hausse pour atteindre 9,4% au premier trimestre selon le Haut-Commissariat au Plan (HCP), avec un pic de 10,1% en février 2023. Les pressions inflationnistes ont été plus visibles dans la composante alimentaire qui a augmenté de 18,2%. Quant à l'inflation sous-jacente, celle-ci a poursuivi vigoureusement sa tendance à la hausse, atteignant 8,4% au premier trimestre 2023, contre 7,6% au trimestre précédent et 3,5% à la même période en 2022, principalement sous l'effet de la poursuite de la hausse des prix des produits alimentaires, qui représente 70% de l'augmentation. Cette inflation demeure relativement atténuée comparée aux taux d'inflation enregistrés par des pays comparables de la région (Egypte 13,8% ; Tunisie 8,3%). L'inflation moyenne devrait s'établir à 6,2% cette année et à 3,8% en 2024. Sa composante sous-jacente devrait passer de 6,6% en 2022 à 6,1% cette année et 2,9% en 2024⁴.

Alors que le gouvernement explique cette hausse des prix par la double crise énergétique et géopolitique internationale, le HCP a estimé pour sa part que l'inflation devenait structurelle. Il la lie à une crise de l'offre de produits et au manque de produits agricoles destinés aux Marocains. Le stress hydrique et la sur-exportation de certains produits accentuent cette crise. Les produits alimentaires ayant connu une hausse de 20% sont produits localement et ne sont aucunement impactés par des facteurs exogènes. La conjoncture économique a détérioré le pouvoir d'achat des ménages.

Taux directeur : afin de juguler l'inflation, la Banque centrale a relevé son taux directeur 3 fois de suite entre 2022 et 2023, tout en rappelant et en insistant sur son indépendance quant aux décisions prises, quitte à être à contre-courant avec les ambitions gouvernementales⁵. Le taux directeur est passé de 1,5 à 2% en mars 2022, puis à 2,5% en décembre 2022, et enfin à 3% en mars 2023. Bank Al Maghrib a par la suite maintenu son taux directeur à 3% à l'issue de sa deuxième réunion trimestrielle de l'année 2023 tenue le 20 juin. À travers cette décision de maintien, la Banque centrale souhaite observer l'impact de ses décisions sur l'économie réelle. Selon les analystes de Fitch Solutions, la Banque centrale devrait décider deux hausses successives au deuxième semestre 2023, portant le taux directeur à 4% en 2024⁶.

Chômage : suite à la reprise économique enregistrée en 2021, le taux de chômage a reculé, passant de 12,3% en 2021 à 11,8% en 2022. Cette baisse est également due au lancement par le gouvernement de plusieurs programmes d'appui à l'employabilité via l'entreprenariat. Le programme AWRACH (chantiers) visant à créer 250'000 emplois entre 2022-2023 a bénéficié à 103'600 personnes ayant perdu leur emploi pendant la crise du Covid-19. Quant au programme FORSA, il vise l'accompagnement des porteurs de projets via du coaching et du financement. Toutefois, le chômage a redécollé lors du premier trimestre 2023, atteignant 12,9%. Cette montée « record » du chômage est expliquée par les années consécutives de sécheresse et par une politique de l'emploi qui a favorisé l'entrée sur le marché de personnes qui se sont mises en recherche d'emploi. Le nombre de personnes au chômage entre 2022 et 2023 a augmenté de 83'000 individus, pour un total de 1,5 million de chômeurs au niveau national. Ce fléau reste plus élevé parmi les jeunes de 15 à 24 ans (32,7%), les diplômés (18,6%) et les femmes (17,2%)⁷.

Solde budgétaire : selon la Trésorerie Générale du Royaume, le déficit budgétaire du Maroc s'est allégé en 2022, passant de CHF 7,1 mds (6% du PIB) en 2021 à CHF 6,17 mds (5,1% du PIB) à fin décembre 2022. Cette évolution s'explique par une amélioration des recettes et une maîtrise de l'augmentation des dépenses. Toutefois, lors de l'année 2023, le gouvernement a acté une rallonge budgétaire d'un

¹ <https://fnh.ma/article/actualite-economique/fmi-previsions-croissance-maroc-2023>

² <https://lobservateur.info/article/107077/economie/croissance-ce-que-prevoit-bank-al-maghrib-pour-2023-et-2024>

³ https://www.bkam.ma/content/download/786483/8744186/RPM_T2.pdf

⁴ https://www.bkam.ma/content/download/786483/8744186/RPM_T2.pdf

⁵ <https://medias24.com/2023/03/23/independance-de-la-banque-centrale-voici-ce-que-disent-les-statuts-de-bank-al-maghrib/>

⁶ https://www.lopinion.ma/Taux-directeur-Fitch-revise-a-la-baisse-ses-previsions-apres-le-coup-de-frein-de-Bank-Al-Maghrib_a41638.html

⁷ https://www.hcp.ma/La-situation-du-marche-du-travail-en-2022_a3661.html

milliard de CHF qui permettra de a) sécuriser l'approvisionnement du marché en blé tendre, b) appuyer financièrement l'Office National de l'Eau et de l'Electricité pour la mise en œuvre du programme national pour l'approvisionnement en eau potable et l'irrigation 2020-2027, c) mettre en œuvre la feuille de route stratégique pour le secteur du tourisme 2023-2026 et d) faire face aux répercussions de la hausse des prix des produits alimentaires sur le pouvoir d'achat des citoyens. Le gouvernement continue de mettre en avant sa gestion rigoureuse et réussie des finances publiques, qui s'est confirmé par la confiance accordée par les institutions internationales au Royaume et par le retrait du Maroc de la liste grise de l'UE et du GAFI.

Dettes intérieure et extérieure⁸ : la dette du Trésor a poursuivi en 2022 la tendance haussière de ces dernières années, puisqu'elle a atteint CHF 95,6 mds. Fin février 2023, la dette globale avait déjà atteint CHF 97,4 et devrait franchir les CHF 100 mds avant la fin de l'année, dépassant ainsi le seuil des 80% du PIB. Concernant la dette intérieure, elle devrait atteindre CHF 76 mds en 2023, en progression de 1,8% par rapport à son niveau observé à fin 2022. Enfin, la dette extérieure s'établira à CHF 26,2 mds en 2023, en hausse de 25% par rapport à 2022 où elle s'établissait à CHF 20,9 mds.

Réserves de change : le Maroc a terminé l'année 2022 avec des réserves de change de l'ordre de CHF 33,7 mds, en amélioration de 1,8% par rapport à 2021. Les transferts des Marocains résidant à l'étranger (MRE) ont enregistré un niveau record en 2022, atteignant CHF 10,9 mds, en hausse de 16% par rapport à 2021⁹. Ces transferts restent caractérisés par leur incertitude, mais les récentes dynamiques laissent présager des hausses annuelles autour de 3,5% à moyen terme. Ces transferts devraient s'établir à CHF 11,5 mds en 2023 et CHF 11,9 mds en 2024 selon Bank Al Maghrib. A noter qu'à fin mars 2023, les réserves de change ont atteint un record de CHF 36 mds. Ils ont bénéficié de la sortie internationale du Trésor de CHF 2,2 mds¹⁰. Selon les prévisions de Bank Al Maghrib, les avoirs officiels de réserve¹¹ s'établiraient à CHF 36,1 mds à fin 2023 puis à CHF 35,8 mds à fin 2024, ce qui permettrait de couvrir cinq mois et demi d'importations de biens et de services.

Afin de continuer de structurer son économie, mettre en œuvre les recommandations du Nouveau Modèle de Développement (NMD), réussir sa transition économique durablement et améliorer le rendement de ses investissements, le Maroc a engagé plusieurs chantiers de réformes structurelles pour répondre à des besoins clés, notamment celui du financement, dans les domaines suivants :

- a) Politique fiscale** : afin de disposer de ressources financières propres, suffisantes, stables et durables, nécessaires pour les réformes économiques et sociales, comme la généralisation de la sécurité sociale, le gouvernement a apporté des modifications à la politique fiscale du pays¹². En effet, la loi cadre portant réforme fiscale a été adoptée au mois de juillet 2021 et ses axes prioritaires ont été pris en considération dans la loi de finance de 2022¹³. Cette dernière a élargi le champ d'application de la TVA, tout en réduisant le nombre de taux d'imposition et en généralisant le droit au remboursement. Concernant l'impôt sur les sociétés, le taux sera progressivement unifié. Enfin, l'Etat poursuit le processus de dématérialisation des procédures à travers la modernisation et la digitalisation des services de l'administration fiscale.
- b) Politique monétaire** : dans un contexte mondiale marqué par le resserrement des politiques monétaires, l'enlèvement de la guerre en Ukraine et la détérioration des perspectives économiques, la Banque centrale a décidé de relever son taux directeur de manière successive pour atteindre 3% en mars 2023. Après une dépréciation de 3,9% en 2022, le taux de change effectif réel devrait s'apprécier de 0,8% en 2023 et de 1,2% en 2024. Ceci est le résultat à la fois de l'appréciation de sa valeur en termes nominaux et d'un niveau d'inflation domestique supérieur en moyenne à celui des pays partenaires et concurrents commerciaux. Concernant le déficit de liquidité bancaire, il devrait s'établir à CHF 10,7 mds à fin 2023 et à CHF 11,8 mds à fin 2024, tiré par la forte progression de la monnaie fiduciaire. S'agissant du crédit bancaire au secteur non financier, après sa progression de 7,9% en 2022, celui-ci s'améliorerait d'environ 3,7% en 2023 et de 4,4% en 2024, tenant compte de l'évolution prévue de l'activité économique et des anticipations du système bancaire.
- c) Secteur privé** : le développement du secteur privé marocain est important pour les améliorations structurelles. Pour stimuler la croissance, l'investissement et l'emploi, des mesures incitatives sont mises en œuvre notamment par un accès plus facile aux ressources et une réduction des

⁸ <https://fnh.ma/article/actualites-marocaines/tresor-dette-maroc>

⁹ <https://www.lavieeco.com/argent/une-annee-2022-record-pour-les-transferts-des-mre-et-les-recettes-touristiques/>

¹⁰ <https://medias24.com/2023/03/05/la-sortie-du-tresor-a-linternational-saluee-par-les-experts-du-marche-de-la-dette/>

¹¹ <https://www.bkam.ma/Statistiques/Avoirs-officiels-de-reserve>

¹² <https://www.finances.gov.ma/fr/reformes/Pages/Reforme-fiscale.aspx>

¹³ <https://www.finances.gov.ma/Publication/cabinet/2021/Note-Pres-Reforme-Fiscale-Fr.pdf>

taxes pour les industries à forte valeur ajoutée. La réforme de l'administration est enclenchée et plusieurs projets visent la simplification des procédures et la lutte contre la corruption. Le gouvernement agit également pour la réduction des coûts logistiques et énergétiques. De plus, le gouvernement a accéléré les chantiers d'aménagement des nouvelles zones économiques et industrielles pour attirer de nouveaux investissements et favoriser l'emploi dans plusieurs régions du Royaume. Il est également attendu que la Nouvelle Charte de l'Investissement¹⁴, entrée en vigueur, crée une nouvelle dynamique positive¹⁵. Elle entend encourager l'investissement privé pour atteindre CHF 55 mds d'investissement et créer 500'000 emplois à l'horizon 2026. Enfin, le Fonds Mohammed VI pour l'Investissement¹⁶ a été opérationnalisé. Doté d'un capital initial de CHF 1,5 mds, le Fonds contribue à la conception et à la structuration financière de projets d'investissement. Il contribue également au financement des projets et des entreprises à travers l'investissement direct et indirect en fonds propres, en quasi-fonds propres ou en dette¹⁷. Il sera également le principal catalyseur dans les financements des projets d'infrastructures. Suite à l'appel à manifestation d'intérêt lancé par le FM6I en mai 2023, visant le recrutement des sociétés de gestion de fonds sectoriels, le Fonds a reçu 46 candidatures, dont 17 candidatures déposées par des sociétés étrangères, 24 par des sociétés locales et 5 par des sociétés mixtes¹⁸.

- d) **Marchés publics** : la réforme du cadre réglementaire relatif aux marchés publics est une priorité pour l'Etat. La commande publique demeure un levier de croissance important et se doit de faciliter l'optimisation des budgets des projets et l'accès à la meilleure expertise et aux dernières technologies. Le nouveau Décret n° 2.22.431¹⁹ a été publié dans le Bulletin Officiel n° 7176 du 9 mars 2023 et entrera en vigueur en septembre 2023. Parmi les nouveautés phares prévues par cette réforme, on note la mise en place du dialogue compétitif dans les projets de grandes envergures et/ou innovants, les appels d'offres spontanés, le renforcement du principe de la préférence nationale par la promotion de l'emploi, et le développement des moyens de dématérialisation de la procédure de passation et de gestion des marchés publics.

2 SECTEURS PRIORITAIRES ET OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES SUISSES

Traditionnellement dépendante de l'agriculture, du tourisme et des transferts des Marocains résidant à l'étranger, l'économie marocaine se diversifie de plus en plus grâce à son industrialisation. En 2020, le secteur primaire (incluant la pêche) comptait pour 11,68% du PIB et employait 31,3% de la population active. Le secteur secondaire, lui, contribuait à hauteur de 26,13% du PIB, employant 22,9% de la population active. Le secteur tertiaire a contribué pour 50,82% du PIB en 2020, employant 45,7% de la population active. Un défi majeur pour l'économie marocaine reste l'intégration de son secteur informel qui représentait 31,3% du PIB, selon la Banque centrale. Enfin, la dépendance aux importations de pétrole (le Maroc importe plus de 90% de ses besoins énergétiques) rend le pays vulnérable aux fluctuations des prix sur le marché international et explique en partie le déficit systématique de la balance commerciale.

L'année 2022 a été marquée par une volonté royale de donner la priorité à deux secteurs : l'**investissement** et l'**eau**. Dans le contexte actuel (stress hydrique intense et besoin de diversification), ces deux secteurs deviennent stratégiques, sans nuire aux efforts consentis dans d'autres secteurs qui apportent une grande valeur ajoutée à l'économie, à l'instar des secteurs minier, automobile et aéronautique, des énergies renouvelables, de la santé, du numérique et du tourisme.

Investissement : afin de consolider ses acquis économiques et de développer sa souveraineté industrielle, l'État marocain opère plusieurs réformes visant à faciliter le climat des affaires et l'acte d'investissement. Le Maroc souhaite faire de l'investissement le principal moteur de croissance économique. Dans ce sens, une **Nouvelle Charte de l'Investissement** est en vigueur. Celle-ci porte des réformes structurelles permettant d'adapter l'ancienne charte aux nouvelles exigences du Nouveau Modèle de Développement et aux mutations institutionnelles, économiques, sociales, environnementales et technologiques qui s'opèrent. Son objectif majeur est de renforcer l'attractivité du Royaume et de porter la part des investissements privés à deux tiers des investissements totaux engagés dans le Royaume. Elle repose sur l'égalité de traitement des investisseurs quelle que soit leur nationalité, la libre concurrence et la transparence, la facilitation de l'accès au foncier et à l'énergie à niveau inférieur d'émission carbone, etc. Elle se fixe également pour objectifs la création d'emplois stables et la réduction des disparités entre les provinces en matière d'investissements. Par ailleurs,

¹⁴ <https://www.morocconow.com/wp-content/uploads/2023/07/Charte-FR-06072023.pdf>

¹⁵ https://casainvest.ma/sites/default/files/Charte_Investissement_vFR.pdf

¹⁶ <https://fm6i.ma/>

¹⁷ <https://medias24.com/2023/07/16/modes-d-intervention-prochaines-etapes-comment-le-fm6i-va-fonctionner/>

¹⁸ <https://ecoactu.ma/fm6i-forte-participation-societes-gestion/>

¹⁹ <https://medias24.com/2023/03/24/marches-publics-le-nouveau-decret-entrera-en-vigueur-en-septembre-2023/>

une commission des investissements est créée. Elle aura pour missions de valider les projets de conventions d'investissement, de trancher sur le caractère stratégique des projets d'investissement, et de proposer les mesures de promotion et d'amélioration de l'attractivité de la destination Maroc. De plus, dans une perspective d'encouragement des investissements, toute une série de primes à l'investissement est proposée. Les projets inscrits dans les secteurs prioritaires bénéficieront, en plus des primes communes à l'investissement, d'une prime sectorielle. Une prime territoriale est également offerte lorsque des investissements sont réalisés dans des zones enclavées. Ces primes seront cumulables dans la limite de 30% du montant de l'investissement. Enfin, les entreprises de droit marocain souhaitant réaliser des investissements à l'étranger pourront profiter d'un dispositif de soutien spécifique.

Eau : au vu de la situation hydrique alarmante, le **secteur de l'eau** devient très prioritaire au Maroc. Le pays fait face à un grand stress hydrique. Selon le Ministère de l'Équipement et de l'Eau, chaque marocain disposait de 2560 m³/an en 1960. Aujourd'hui, ce chiffre atteint tout juste 606 m³/an et pourrait baisser à 500 m³/an. C'est pourquoi le Programme national pour l'approvisionnement en eau potable et l'irrigation 2020-2027 et son budget ont été actualisés. L'enveloppe budgétaire initiale de CHF 11 mds a été portée à CHF 15 mds pour contrecarrer les effets des vagues de sécheresse successives. Le Ministère de l'Équipement et de l'Eau et les institutions et agences d'exécution sous sa tutelle lanceront la construction de nombreux barrages et stations d'épuration. Est prévue également la construction de nouvelles stations de dessalement d'eau de mer. Parmi les plus importantes déjà existantes, on trouve celles de Casablanca (300 mio m³/an) et de Nador (200 mio m³/an). Des projets de transfert d'eau des bassins du Nord aux bassins du Sud (autoroutes de l'eau) sont en cours. En outre, selon un rapport de la Banque mondiale, le Maroc devrait également procéder à des réformes institutionnelles systématiques pour financer et entretenir ces infrastructures, réguler davantage la demande et ne plus se limiter à investir massivement dans des infrastructures hydrauliques, car ces solutions lourdes ne sont viables ni sur le plan financier, ni sur le plan écologique²⁰. Ainsi, les entreprises suisses opérant dans ce secteur directement ou indirectement devraient prospecter et proposer des solutions technologiques en ce sens.

Secteur minier : connu pour sa tradition minière bien établie, le Maroc produit des phosphates, du plomb, du zinc, du cuivre, de l'or, de l'argent, du cobalt, du manganèse, du fluor et de la barytine. Il détient les trois quarts des réserves de phosphate connues dans le monde²¹ et est le premier exportateur mondial de phosphates bruts. Le secteur minier marocain est en pleine croissance. La hausse des prix des métaux précieux tels que l'or et l'argent, ainsi que la forte demande mondiale de phosphate et de cobalt jouent en faveur de l'économie du pays. Le Maroc s'est doté d'un plan minier 2021-2030²², accompagné d'une stratégie verte pour un développement minier responsable et durable. Ce plan s'articule autour de 4 axes visant « *le développement d'un tissu d'acteurs compétitifs, la refonte de l'organisation institutionnelle du secteur, le renforcement de l'impact social et le caractère responsable et durable du secteur ainsi que l'adaptation du cadre législatif des moyens financiers et fiscaux aux nouvelles ambitions du secteur minier* ». En 2021, la barre des CHF 1,3 mds d'investissement dans le secteur a été dépassée, dont CHF 1,2 mds uniquement générés par l'activité des phosphates. A ce titre, il importe de souligner que le groupe OCP, principal acteur des phosphates au Maroc, a réalisé en 2022 des résultats financiers records, avec un chiffre d'affaires de CHF 11,4 mds grâce à la hausse des prix des produits du groupe et aux efforts consentis pour optimiser les coûts de production et améliorer l'efficacité opérationnelle. Le groupe envisage d'investir CHF 13 mds d'ici 2027 pour atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2040²³.

Automobile et aéronautique : les secteurs **aéronautique et automobile** ont connu un développement accéléré au cours des 10 dernières années. Aujourd'hui, le gouvernement capitalise sur ses expériences réussies pour renforcer les écosystèmes présents en attirant plus de firmes focales ainsi que leurs PME complémentaires.

Le secteur **aéronautique** a lui été marqué en 2022 par l'installation de plusieurs nouvelles usines d'assemblage et de production. L'industrie aéronautique marocaine compte aujourd'hui plus de 140 entreprises, emploie près de 20'000 personnes qualifiées et génère un chiffre d'affaires à l'export de CHF 1,92 mds pour un taux d'intégration de près de 40%²⁴. Le secteur a connu une croissance moyenne de 20% par an de 2015 à 2020, soit 4 fois plus que la moyenne mondiale et 5 fois la croissance du PIB²⁵. Ses performances ont été qualifiées de « remarquables » par le magazine Forbes²⁶. Des partenariats

²⁰ <https://www.banquemonde.org/fr/news/press-release/2023/04/27/water-scarcity-in-mena-requires-bold-actions-says-world-bank-report>

²¹ Sous réserve de précisions quant à l'importance réelle du gisement récemment découvert en Norvège

²² <https://www.mem.gov.ma/Pages/actualite.aspx?act=283>

²³ <https://www.ocpgroup.ma/fr/Strategie/Objectifs-engagements/programme-investissement-vert>

²⁴ <https://fnh.ma/article/actualite-economique/aeronautique-le-secteur-entame-une-nouvelle-phase-strategique>

²⁵ <https://fnh.ma/article/actualite-economique/industrie-automobile-aeronautique-maroc>

²⁶ <https://www.forbes.com/sites/forbesbusinesscouncil/2023/05/17/taking-advantage-of-moroccos-emerging-aerospace-industry/?sh=73caca825b80>

solides sont noués avec des sociétés aérospatiales de premier plan telles que Boeing, Airbus, Bombardier et Safran, qui ont implanté des installations de fabrication dans le pays. En 2021, le suisse PILATUS et le belge SABCA ont signé un contrat pour l'assemblage à Casablanca d'aérostructures PC-12 au Maroc. Le premier fuselage et la structure d'aile assemblés dans la nouvelle usine SABCA à Casablanca ont été livrés fin 2022 à la chaîne d'assemblage final à Stans. Le Royaume se positionne désormais comme une destination attractive pour la maintenance, la réparation et la révision (MRO). Un partenariat entre le gouvernement marocain, Sabena Aerospace et Lockheed Martin a été conclu pour la création de la joint-venture Maintenance Aero Maroc (MAM).

Dans le secteur **automobile**, plusieurs entreprises internationales ont leurs activités de production au Maroc. L'industrie automobile compte aujourd'hui plus de 260 industriels nationaux et internationaux qui emploient directement près de 230'000 personnes. Le Ministre de l'Industrie et du Commerce a annoncé en juillet 2023 que 60 nouvelles usines sont programmées, ce qui portera la capacité de production à 2 millions de véhicules par an à l'horizon 2030. En 2022, les exportations du secteur automobile au Maroc ont battu un nouveau record. Elles ont totalisé CHF 11,1 mds, en progression de 33% par rapport à 2021, positionnant le secteur en tant que deuxième meilleur secteur exportateur derrière les phosphates et dérivés. Il est également prévu que ces exportations atteignent CHF 13,8 milliards en 2023²⁷. Selon les statistiques de 2021, la capacité de production installée est de 700.000 véhicules par an, tandis que le taux d'intégration local en 2021 atteint 63%, avec l'objectif de le porter à 80% à terme. Les constructeurs et équipementiers basés au Maroc exportent vers plus de 70 pays dans le monde. Près de 80% des voitures produites sont vendues en Europe, notamment en France, Espagne, Allemagne et Italie. Par ailleurs, l'année 2023 a été marquée par le dévoilement de deux voitures 100% marocaines : la voiture électrique *Neo* et la voiture à hydrogène *NAMX*. A travers ces deux projets, les concepteurs de ces voitures ambitionnent d'inscrire le Maroc dans la dynamique mondiale de développement de moyens de transport respectueux de l'environnement.

Le **secteur de la santé** connaît une dynamique effervescente au Maroc, notamment après la crise COVID et l'adoption de la généralisation de la couverture médicale. Le Royaume affiche sa ferme volonté de développer sa souveraineté sanitaire, via l'amélioration de ses capacités industrielles et biotechnologiques dédiées notamment à la fabrication de vaccins, à l'industrie pharmaceutique et aux équipements médicaux et paramédicaux. Les réformes de ce secteur visent à développer une industrie nationale autonome et un système de santé plus inclusif. Plusieurs centres hospitaliers universitaires sont en construction et nécessitent des équipements médicaux et paramédicaux de pointe. De plus, la généralisation de l'assurance maladie obligatoire crée des opportunités pour les entreprises offrant des services de gestion des patients. Enfin, il faut noter l'ouverture du capital des cliniques privées aux investisseurs étrangers. Ainsi, les groupes investisseurs dans le secteur de la santé et les entreprises offrant des services et des équipements médicaux/paramédicaux ou formant le personnel médical et administratif trouveront des opportunités intéressantes pour leur développement au Maroc.

Energies renouvelables : le Maroc a entamé il y a 10 ans une révolution énergétique qui vise à porter la part des **énergies renouvelables** à plus de 50% d'ici à 2030. Plusieurs projets cherchent à profiter de l'ensoleillement et des vents du Maroc. La Grande Bretagne a annoncé le lancement du projet Xlinks, qui prévoit de construire une centrale solaire de 1500 km² et d'en acheminer l'électricité vers le Royaume-Uni via des câbles sous-marins. En outre, de nombreuses centrales solaires et éoliennes fonctionnent déjà et de nombreux autres projets sont planifiés dans un proche futur. Le Royaume a scellé des partenariats stratégiques avec les Pays-Bas²⁸, l'Allemagne²⁹, et l'Espagne³⁰. Capitalisant sur ses réussites, le Maroc a publié début 2021 une feuille de route sur **l'hydrogène vert** dans laquelle il fait état de sa volonté de développer une filière industrielle centrée sur cette énergie. L'offre *Hydrogène Maroc*, en cours d'élaboration, comprendra un cadre réglementaire et institutionnel dédié à ce secteur ainsi que le schéma des différentes infrastructures à mettre en place pour sa production. Elle permettra au pays d'attirer plusieurs investisseurs internationaux. Plusieurs groupes internationaux ont braqué leurs projecteurs sur le Maroc et certains se positionnent déjà pour profiter du lancement de ce marché. Enfin, l'adoption de la nouvelle loi sur l'autoproduction d'électricité ouvrira la voie à plusieurs opportunités pour les entreprises suisses offrant des solutions de production d'énergie.

²⁷ <https://medias24.com/2023/07/03/industrie-automobile-60-usines-sont-en-cours-de-construction-138-mmdh-dexpor-prevu-en-2023-mezzour/>

²⁸ https://fr.le360.ma/economie/hydrogene-vert-le-maroc-et-les-pays-bas-signent-un-memorandum-dentente-et-une-convention-de_SCFGWEULJBVAHVHVZCW6BM5WFMU/

²⁹ https://fr.le360.ma/economie/apres-lallemagne-les-pays-bas-pour-le-maroc-la-voie-de-lhydrogene-vert-est-balisee_IJMAQIYTZNDVXK7KXQQDTKEDUY/

³⁰ <https://www.afrik21.africa/maroc-lespagne-mobilise-800-me-pour-soutenir-la-croissance-durable/>

Transport : depuis plusieurs années, le Royaume a mis sur les **infrastructures routières, maritimes, aériennes et ferroviaires** comme un vrai levier de développement. De grands investissements sont consacrés à la connectivité et des opportunités intéressantes se présentent pour les sociétés suisses.

Dans le secteur **ferroviaire**, l'Office National des Chemins de Fer (ONCF) dispose d'un programme d'investissement très ambitieux³¹, visant à la fois l'extension du réseau ferroviaire mais aussi le renouvellement et l'amplification du matériel roulant pour un budget de plus de CHF 4 milliards. Le Maroc compte un réseau de lignes à grande vitesse (LGV) de 186 km, le classant dans le Top 20 des pays ayant développé ce type d'infrastructure ferroviaire (Suisse : 176 km). L'ONCF compte développer ce réseau pour un budget d'investissement de CHF 10 milliards. Ce budget servira à la construction de la ligne LGV Casablanca – Marrakech – Agadir. A noter que cette ligne nécessitera la construction de plusieurs tunnels et ponts. Enfin, l'étude de faisabilité de la LGV Rabat-Fès vient d'être achevée. Dans le cadre de ses projets, l'ONCF a noué des accords de coopération avec plusieurs institutions similaires européennes dont le plus récent est celui signé avec DeutscheBahn³². L'ONCF a également signé un accord avec la BEI qui met à sa disposition une enveloppe de 250 mio d'euros pour soutenir son plan d'investissement³³.

Dans le secteur **routier**, le Maroc dispose d'un réseau important et continue d'investir pour son extension et son amélioration. Plusieurs projets d'autoroutes avancent à grands pas. Ils concernent notamment la construction de nouveaux tronçons et l'extension de ceux existants³⁴. En effet, une deuxième autoroute Rabat-Casablanca verra le jour et sera réalisée avec un budget de CHF 500 mio. Une autoroute Marrakech Fès est aussi prévue ; ses études seront finalisées d'ici fin 2023 (voir aussi P.17 sous infrastructure).

Dans le secteur **maritime**, le Maroc adopte une stratégie volontariste pour continuer de développer ses ports en vue d'accélérer davantage son intégration aux chaînes de valeur régionale et internationale. Classé 1^{er} port en Méditerranée et en Afrique et 23^{ème} mondialement, le port Tanger Med se positionne aujourd'hui comme plateforme portuaire et industrielle de premier plan en Afrique et en Méditerranée³⁵. Il est aujourd'hui le 4^{ème} port le plus performant dans le monde selon l'indice de performance des ports à conteneurs établi par la Banque mondiale et S&P Global Market Intelligence. Ses zones industrielles, situées à 14 km du continent européen, accueillent plusieurs acteurs mondiaux. Le secteur automobile y est fortement présent. A noter que TE Connectivity, entreprise suisse, y a installé 6 usines et y emploie plus de 3'000 collaborateurs, la classant premier client de Tanger Med Zones. Enfin, au vu de la croissance exponentielle de la demande, plusieurs autres projets portuaires sont prévus³⁶. Le port Nador West Med est en cours de réalisation avec un taux d'avancement des travaux établi à 65%. Le port de Jorf Lasfar est en cours d'études. La construction du Nouveau Port de Safi avance à grand pas.

En outre, le Maroc a été considéré comme pays à fort potentiel par la « **Team Switzerland Infrastructure**³⁷ » en Afrique. Les grands projets d'infrastructure prévus présentent des opportunités très intéressantes pour l'export de l'expertise et des solutions suisses. Les institutions et sociétés de **financement** ainsi que les entreprises d'ingénierie, de construction, et fournisseurs d'équipements et de solutions dans les projets susmentionnés sont invités à prospecter et à se positionner sur ces marchés en amont.

Un autre secteur que le gouvernement priorise est celui du **numérique**. Un ministère dédié a vu le jour, sous la conduite d'une lauréate de l'EPFL, et œuvre pour la transition numérique et la modernisation de l'administration. Cette réforme entamée il y a plus de 15 ans connaît aujourd'hui un développement significatif. Le pays a également signé l'organisation de 10 éditions de la conférence GITEX Africa qui a rassemblé lors de sa première édition 2023 plus de 30'000 participants. Concernant la dématérialisation, l'administration fiscale a digitalisé la quasi-totalité des services publics. Les contribuables peuvent accomplir toutes les obligations déclaratives et de paiement par voie électronique et peuvent également obtenir les différentes attestations administratives nécessaires. Cette même tendance a marqué l'administration des douanes et des impôts indirects. Aujourd'hui, malgré ces avancées, le besoin de numériser demeure énorme, notamment dans le secteur de la santé. Ainsi, des opportunités se présentent pour les sociétés suisses offrant des solutions de dématérialisation.

³¹ <https://medias24.com/2023/03/09/lgv-reseau-conventionnel-projets-les-revelations-de-mohamed-rabie-khlie/>

³² <https://www.lavieeco.com/affaires/oncf-et-deutsche-bahn-partenariat-sur-les-rails/>

³³ <https://www.h24info.ma/la-bei-et-loncf-signent-un-contrat-de-financement-de-21-milliards-de-dirhams/>

³⁴ <https://www.bladi.net/ou-chantiers-axes-routiers-maroc.99462.html>

³⁵ <https://fr.le360.ma/economie/tanger-med-fait-son-entree-dans-le-top-25-des-plus-grands-ports-a-conteneurs-du-monde-234272>

³⁶ <https://medias24.com/2022/03/09/un-round-up-sur-les-ports-du-maroc-et-les-chantiers-en-cours/>

³⁷ <https://www.infrastructure-solutions.swiss/en/>

Enfin, le secteur du **tourisme** demeure un secteur important pour l'économie marocaine, puisqu'il représente environ 7% du PIB. Le Maroc a réussi à récupérer près de 84% de touristes en 2022 par rapport à 2019 (11 mio de voyageurs), à l'heure où le taux de recouvrement mondial ne dépasse pas les 65%. Le secteur a profité du phénomène du « revenge travel » et du rayonnement de l'équipe marocaine de football lors de la Coupe du monde au Qatar. Le tout combiné avec le lancement d'une nouvelle campagne touristique « Maroc, terre de lumière ». Le nombre de touristes suisses ayant visité le Maroc en 2022 s'élève à 58'016, ce qui représente un taux de récupération de 61% par rapport à 2019. Dans l'objectif de renforcer l'offre touristique marocaine, une feuille de route stratégique du tourisme 2023-2026 a été dévoilée en grande pompe³⁸. Doté d'un budget de CHF 600 mio, ce plan vise à faire du Maroc l'une des plus grandes destinations touristiques au monde. Il ambitionne d'attirer 17,5 millions de touristes d'ici 2026, de générer CHF 12 mds de devises étrangères, de créer 80'000 emplois directs et 120'000 emplois indirects, et de repositionner le tourisme en tant qu'industrie importante dans l'économie nationale. L'Office National Marocain du Tourisme (ONMT) a annoncé l'ouverture de 10 nouveaux bureaux qui cibleront la Suisse, le Portugal, le Brésil, l'Inde, le Japon, la Corée du Sud, l'Australie, l'Afrique anglophone, et la Scandinavie. Enfin, la compagnie aérienne nationale, Royal Air Maroc, a signé avec le gouvernement en juillet 2023 un nouveau contrat-programme, visant à porter sa flotte de 50 à 200 avions d'ici 2037³⁹. Ce contrat-programme appuiera également l'ambition du pays d'attirer 65 millions de touristes à l'horizon 2037.

3 POLITIQUE ÉCONOMIQUE EXTÉRIEURE

3.1 Politique et priorités du pays hôte

Le Maroc a fait un saut qualitatif rapide, grâce à une vision royale ambitieuse et des projets de développement stratégiques de grande envergure. Il mise sur ses atouts géographiques, politiques et économiques : stabilité politique et macroéconomique, infrastructures de qualité et une position géographique privilégiée du fait de sa proximité avec l'Europe. Les infrastructures terrestres, portuaires, logistiques, industrielles, aéroportuaires et ferroviaires, lui ont permis de se hisser au rang des champions continentaux dans certains secteurs, et mondiaux dans d'autres. Sa politique économique extérieure a connu une vraie transformation lors des 20 dernières années et se base désormais sur les principes **de fermeté, d'ouverture et de diversification**.

Le Maroc a toujours entretenu des liens commerciaux étroits avec la France. Toutefois, l'instabilité politique qui a caractérisé les relations entre Rabat et Paris, sur fond de désaccord politique, a impacté les relations économiques et commerciales entre les deux pays. Après des périodes politiques très troublées, les relations du Royaume avec l'Allemagne et l'Espagne se sont stabilisées de manière positive et ont débouché sur de nouveaux partenariats stratégiques. Ces partenariats ont dynamisé les relations économiques et commerciales, ce qui démontre que le gouvernement et les acteurs économiques marocains privilégient les échanges commerciaux et les affaires avec des pays qui appuient les causes politiques du Maroc.

Par ailleurs, le Maroc, s'appuyant aussi sur son importante diaspora, a opté pour la diversification de ses partenaires. Cette diversification et cette ouverture sont guidées par des intérêts économiques et surtout géopolitiques. La reconnaissance de la marocanité du Sahara par les Etats-Unis et la normalisation des relations diplomatiques entre le Maroc et Israël ont été déclencheurs de nouveaux partenariats stratégiques dans les secteurs de la défense, de l'industrie et de l'énergie. Par ailleurs, le Brexit a ouvert une nouvelle ère de coopération bilatérale avec la Grande-Bretagne. Ce rapprochement stratégique a donné lieu à une amplification des échanges commerciaux entre les deux pays ainsi qu'au lancement de nouveaux projets d'infrastructures énergétiques comme Xlinks ou l'exploration du champs gazier Anchois-2.

En outre, le Maroc accorde une importance particulière à l'Afrique où il se positionne comme premier investisseur africain en Afrique de l'Ouest et deuxième à l'échelle du continent. Depuis sa réintégration dans l'Union Africaine en 2017, le Royaume a cherché à se positionner comme leader sur toutes les problématiques du continent. Par son **emplacement géographique stratégique** entre l'Afrique et l'Europe, son accès à l'Océan Atlantique et à la Méditerranée, le Maroc a consolidé sa place sur l'échiquier international comme hub pour les investissements et le commerce international, et surtout comme porte vers l'Afrique. La plateforme industrielle et portuaire Tanger Med est aujourd'hui le premier port de la Méditerranée et d'Afrique. Cette politique économique extérieure focalisée en partie sur

³⁸ <https://medias24.com/2023/03/22/tourisme-ammor-detaill-e-la-feuille-de-route/>

³⁹ <https://ecoactu.ma/raoyal-air-maroc-ram-contrat-programme/>

l'Afrique a permis au Maroc, en plus du développement de ses exportations et de ses investissements dans le continent, d'avancer diplomatiquement dans la défense de sa cause nationale et de se positionner en médiateur sur des conflits régionaux ou internationaux.

Avec l'**Union Européenne**, le Maroc ne cesse de développer et de multiplier ses accords de partenariats. Il est le premier partenaire économique de l'UE en Afrique. L'UE a d'ailleurs signé un partenariat vert avec le Maroc début 2022 pour investir 1,6 mds d'euros dans des projets qui visent à soutenir la transition énergétique et numérique du pays.

En parallèle, le Maroc mène une politique très active de **conclusion d'accords régionaux et de libre-échange**. A ce jour, 56 accords de libre-échange et accords internationaux sont en place, couvrant des pays dont les économies représentent 60% du PIB mondial et 1,3 mds de consommateurs. Il demeure le seul pays africain ayant un accord de libre-échange avec les États-Unis. Dans ses relations économiques avec l'UE, il bénéficie du « statut avancé ». En outre, le Maroc cherche à profiter de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) pour développer davantage ses échanges commerciaux avec les pays africains et se positionner comme hub pour les entreprises internationales souhaitant opérer en Afrique.⁴⁰

En outre, les crises sanitaire et géopolitique ont boosté la volonté du pays de développer sa **souveraineté** dans plusieurs secteurs. La nouvelle charte de l'investissement invite les acteurs marocains à développer des industries qui favorisent la souveraineté agricole, industrielle ou encore énergétique. Le pays a mis en place une stratégie de **substitution des importations**. Ces stratégies sont adossées au développement d'un label « **Made in Morocco** » compétitif et exportable. Pour ce faire, l'Etat continuera d'appuyer les investisseurs dans la mise à disposition du foncier industriel, l'accompagnement pour l'export et l'acquisition des équipements. Après deux années, cette stratégie commence à porter ses fruits, eu égard aux investissements qui ont été réalisés⁴¹.

Last but not least, le Maroc poursuit ses efforts de promotion pour assurer son positionnement en tant que hub pour les investissements en Afrique. Il continue de s'approcher des plateformes de renommée internationale les plus prisées en vue d'attirer l'attention de leurs membres sur les opportunités qu'il offre. Le Royaume a assuré une bonne présence lors du dernier **Forum Economique Mondial** (WEF). La délégation marocaine a été présidée par le Chef du Gouvernement et composée du Ministre de l'Industrie et du Commerce, du Ministre délégué chargé de l'Investissement, de la convergence et de l'Evaluation des Politiques Publiques, de la Ministre de la Transition Energétique et du Développement Durable et du Directeur Général de l'Agence Marocaine de Développement des Investissements et des Exportations. A travers cette délégation, le Maroc a promu sa stratégie énergétique, sa politique d'industrialisation, et ses efforts pour l'amélioration du climat des affaires. Le Maroc y a profité d'une belle exposition dans le cadre de la session spéciale qui lui a été réservée et qui a été présentée par le Président du WEF. Par ailleurs, l'Agence Marocaine de Développement des Investissements et des Exportations en partenariat avec le groupe médiatique Bloomberg a organisé la 1^{ère} édition du **Bloomberg New Economy Gateway Africa** à Marrakech. Cet événement a réuni 200 décideurs mondiaux pour discuter des défis économiques, environnementaux et géopolitiques à l'échelle du globe.

⁴⁰ [Oxford Business Group, 2020](#)

⁴¹ <https://industries.ma/industrie-quels-resultats-pour-la-politique-de-substitution-aux-importations/>

3.2 Perspectives pour la Suisse

En décembre 2021, le Ministre des Affaires Etrangères du Maroc, Nasser Bourita, et le Conseiller fédéral Ignazio Cassis ont signé à Berne une **déclaration conjointe** qui prévoit la tenue de dialogues politiques et l'intensification des échanges bilatéraux. Cette déclaration a donné une nouvelle impulsion aux relations en visant l'accélération de la cadence des visites de travail à tous les niveaux y compris dans les domaines économique et scientifique. La visite officielle au Maroc du Conseiller fédéral Ignazio Cassis les 22-23 juin 2023 a permis de tirer un bilan très positif des relations entre les deux pays depuis la signature de la déclaration et d'indiquer que les signaux étaient au vert dans tous les domaines de la coopération bilatérale⁴².

Les relations économiques entre les deux pays s'inscrivent dans des conditions bilatérales complètes, comptant sur un accord de libre-échange (via l'AELE), un accord de protection des investissements et une convention contre les double-impositions⁴³.

A ce jour, **4 mémorandums d'entente** (MoU) de coopération ont été signés entre les deux pays. Ils concernent les secteurs **1) de l'énergie, 2) des transports, 3) de l'agriculture et 4) de la recherche scientifique**. Plusieurs accords ont été signés ces deux dernières années dans le cadre de la promotion du commerce entre la Suisse et le Maroc. Le programme SIPPO dans le secteur de **l'agro-industrie, produits de la pêche et textile** affiche de bons résultats.⁴⁴ Les 3 partenaires actuels du SIPPO au Maroc (AMITHASMEX-FENIP) constituent des partenaires crédibles et fiables dans l'écosystème national de promotion des exportations. Les agences gouvernementales de promotion sectorielle, à savoir MOROCCO FOODEX et l'AMDIE, continuent d'être impliquées activement dans la mise en œuvre des activités convenues. Le SECO et le Ministère de l'Industrie et du Commerce ont ainsi signé en novembre 2018 un accord de projets dans le **secteur du textile** destiné à appuyer et à accompagner le secteur sur la période 2019-21. Le Programme Global pour le Textile et l'Habillement (GTEX) a été reconduit pour couvrir la période 2022-2023 au vu des importantes réalisations. Le Ministère du Tourisme a signé pour la période 2020-25 un accord pour un programme pour le développement du **tourisme durable** dans les provinces d'Azilal et de Béni Mellal⁴⁵. Enfin, dans le cadre du Multi-Country Investment Climate Program (MCICP), la Suisse a participé à la promotion des investissements dans des régions du Maroc, en partenariat avec la Société Financière Internationale et les Centre Régionaux d'Investissements au Maroc.

Afin de décliner la déclaration conjointe et l'opérationnaliser, la Secrétaire d'Etat à l'Economie (SECO) et la Secrétaire d'Etat à la Formation, la Recherche et l'Innovation (SEFRI) ont effectué en 2022 des visites bilatérales au Maroc pour rencontrer leurs homologues et s'informer des projets stratégiques du Royaume. La visite du SECO a permis de discuter avec les ministres marocains en charge de l'investissement, de l'industrie et du commerce, ainsi que la Confédération Générale des Entreprises du Maroc, des moyens à mobiliser et les actions à entreprendre pour promouvoir les relations économiques entre le Maroc et la Suisse. Des activités de promotion de la destination Maroc comme terre d'investissement et porte de l'Afrique seront organisées en Suisse. En outre, des forums d'affaires devraient avoir lieu en 2023 afin de faciliter les discussions commerciales entre les entreprises suisses et marocaines. Quant à la visite du SEFRI, celle-ci a été l'occasion de signer un MoU entre le Maroc et la Suisse dans le domaine de **la recherche scientifique**. Une convention complémentaire a été signée pour lancer des projets de recherche mobilisant les expertises suisses et marocaines, dans les secteurs de l'éducation, des sciences cognitives et de la migration. Ce tout premier appel à projets a eu un grand succès et il a été convenu d'en lancer un 2^{ème} encore en 2023.

Enfin, le positionnement du Maroc comme **hub** pour l'investissement et le commerce international, **surtout vers l'Afrique subsaharienne**, présente un intérêt particulier pour la Suisse. Dans ce sens, il convient de mentionner **Casablanca Finance City**, un centre économique et financier qui vise à devenir une plate-forme de liaison entre le Nord et le Sud, où 5 entreprises suisses sont installées. En outre, les secteurs de l'automobile, de l'aéronautique, des énergies renouvelables, pharmaceutique et des équipements médicaux ainsi que des infrastructures continuent de présenter de belles opportunités pour les opérateurs économiques suisses.

⁴² <https://www.eda.admin.ch/countries/chile/fr/home/actualite/nouveautes.html/content/eda/fr/meta/news/2023/6/23/95985>

⁴³ Fedlex, 2021

⁴⁴ Fedlex, 2021

⁴⁵ Swisscontact, 2021

4 COMMERCE EXTÉRIEUR

4.1 Evolution et perspectives générales

Dans le paysage économique du Maroc, plusieurs indicateurs clés ont révélé des évolutions et des changements significatifs dans différents secteurs en 2022. Un aspect notable est le déficit commercial, qui a connu une forte augmentation par rapport à l'année précédente. S'élevant à plus de CHF 31,1 mds, le déficit commercial a grimpé de 56,5% par rapport à la période correspondante en 2021. La hausse du déficit commercial est principalement imputable à l'augmentation des importations qui ont connu un accroissement substantiel de 39,6% pour s'établir à CHF 73,8 mds. D'autre part, le secteur des exportations a montré des signes d'amélioration, bien qu'à un rythme légèrement plus lent. Les exportations ont augmenté de 29,4% pour atteindre CHF 42,6 mds. L'augmentation des envois de fonds, des investissements directs étrangers et des performances solides dans des secteurs tels que les phosphates, l'automobile, l'agriculture et les voyages contribuent tous au développement économique et aux efforts de diversification du Maroc. Cette croissance positive indique une expansion favorable des activités de commerce extérieur du pays.

Au sein de secteurs spécifiques, les ventes de phosphates et dérivés sont apparues comme un contributeur important à la croissance économique du Maroc. Les ventes dans ce secteur se sont élevées à plus de CHF 11,5 mds, enregistrant une hausse substantielle de 43,9%. Le secteur de l'automobile a également connu des chiffres d'affaires impressionnants, totalisant CHF 11,1 mds, ce qui représente un taux de croissance robuste de 33%. Le secteur agricole et agroalimentaire a également enregistré une évolution positive avec des exportations pour un total de CHF 8.1 mds, affichant un taux de croissance de 16,2%. Ceci démontre l'importance et la compétitivité des produits agricoles marocains sur les marchés internationaux. Enfin, le secteur du tourisme a réalisé des performances exceptionnelles avec des recettes de voyages s'élevant à CHF 9,2 mds. Cela représente une augmentation liée au rebond des voyages internationaux suite à l'assouplissement des restrictions liées à la pandémie.

Selon les perspectives de Bank Al Maghrib, les échanges de biens devraient connaître un recul en 2023. Dans ce sens, les exportations baisseraient de 2,8% en raison du repli des ventes de phosphate et dérivés. Puis, elles augmenteraient de 6% en 2024 grâce aux exportations du secteur automobile. Simultanément, les importations reculeraient de 2,2%, suite à l'éventuelle baisse de la facture énergétique, avant de reprendre une dynamique positive en 2024 pour accroître de 2,9%, portées notamment par la hausse de la demande sur les produits finis de consommation et de biens d'équipement. Enfin, les activités touristiques devraient progresser, faisant ainsi augmenter les recettes voyages de 14,9% pour atteindre CHF 10,8 mds en 2023, avant de connaître une stabilité en 2024.

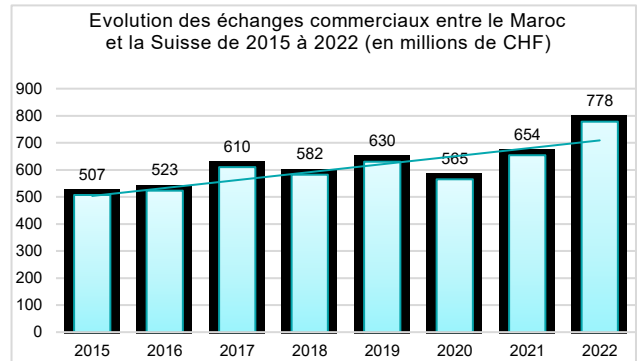
Le **commerce du Maroc avec l'Afrique** a enregistré un nouveau record en 2022, en atteignant CHF 6,5 mds⁴⁶. Les importations du Maroc sont constituées principalement de gaz, de pétrole et d'autres hydrocarbures (25,3%), de variétés de charbons (5,3%), de dattes (5,1%), de matières plastiques (4,2%) et d'huile de soja (4,1%). Quant aux exportations, elles sont constituées principalement d'engrais naturels et chimiques (25,4%), de préparations et conserves de poissons et crustacés (8,6%), de sucre brut et raffiné (5,9%), de poissons frais, salés, séchés ou fumés (5,1%), de fils, câbles et autres conducteurs isolés pour l'électricité (4%) et de voitures de tourisme (3,6%). Dans ce sens, l'Égypte est le premier partenaire africain du Royaume, suivie par l'Algérie, la Tunisie et la Côte d'Ivoire.

Par ailleurs, selon les données de 2021, l'Europe reste toujours le premier partenaire commercial du Maroc à l'échelle mondiale. En effet, elle a représenté en 2021 plus de 63,4% des échanges commerciaux du pays. A noter que 83,6% de ces échanges avec l'Europe sont réalisés avec les nations de l'Union européenne (UE). En outre, le commerce du Maroc avec l'Asie a représenté une part de 18,8% du commerce global du Maroc en 2021. Enfin, les échanges avec l'Océanie restent infimes et représentent 0,4% des échanges globaux.

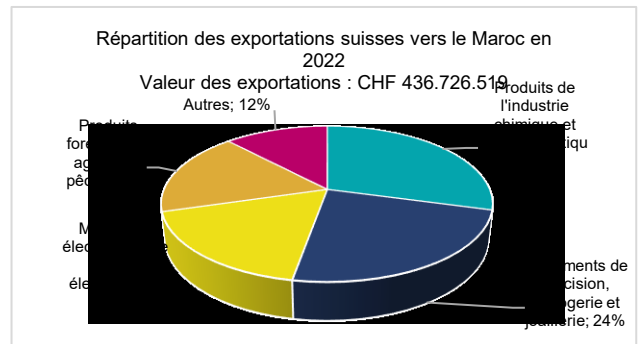
⁴⁶ https://fr.le360.ma/economie/maroc-afrique-record-des-echanges-commerciaux-en-2022-voici-la-nature-des-produits-echanges_5LSXYFFOKJERTIFQGAJ4MV2YIA/

4.2 Commerce bilatéral

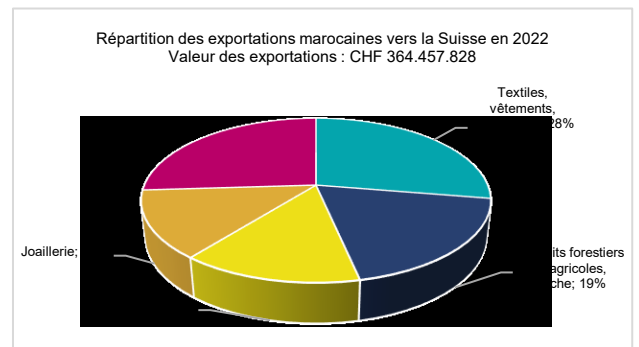
Les échanges commerciaux entre le Maroc et la Suisse ont battu un nouveau record en 2022. Selon les chiffres annoncés par l'Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières, ces échanges ont atteint CHF **778 mio**, enregistrant une hausse de 18,9% par rapport à l'année 2021. Source : Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières – 2023



Après avoir enregistré une valeur de CHF 347 mio en 2021, les exportations suisses vers le Maroc ont atteint une valeur de CHF **414 mio** en 2022, affichant ainsi une progression de 19,3%. Ces exportations sont composées principalement de produits de l'industrie chimique et pharmaceutique (29%), des instruments de précision, de l'horlogerie et de la joaillerie (24%), des machines, de l'électroménager et de l'électronique (18%) et des produits forestiers, agricoles et de la pêche (17%). Source : Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières – 2023



Les exportations marocaines vers la Suisse ont également connu une nette croissance, passant de CHF 307 mio en 2021 à CHF 364 mio en 2022, soit une augmentation de 18.6%. Elles sont composées principalement de produits textiles, vêtements et chaussures (28%), des produits forestiers, agricoles et de la pêche (19%), des véhicules (14%) et de la joaillerie (13%). Source : Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières – 2023



5 INVESTISSEMENTS DIRECTS

5.1 Evolution et perspectives générales

Figurant parmi les 25 marchés émergents qui attirent le plus les investissements directs étrangers (IDE) dans le FDI Confidence Index 2023, le Royaume continue d'intéresser plusieurs investisseurs étrangers.

En 2022, les Investissements Directs Etrangers (IDE) au Maroc ont augmenté de 8,3%. Les chiffres de l'Office des Changes marocain affichent un flux net d'IDE de CHF 2,1 mds⁴⁷. Les recettes des IDE ont enregistré une croissance de 20,5% pour s'établir à CHF 3,8 mds, alors que les dépenses ont décollé de 39,2%. Concernant les secteurs qui drainent ces investissements, l'industrie vient en première position (CHF 1.4 mds ; 37%), suivi de l'immobilier (CHF 0.7 mds ; 19.7%) et des Transports (CHF 0.2 mds ; 7.2%).

Par ailleurs, les Investissements Directs marocains à l'Etranger (IDME) se sont situés à près de CHF 1.9 milliards, affichant une hausse de 6,8% par rapport à 2021⁴⁸. Avec sa stratégie d'investissement ambitieuse en Afrique, le Maroc fait partie des pays africains les plus actifs du continent et joue le rôle de véritable locomotive de développement. En 15 ans, le Maroc a investi quelque 4 mds de dollars en Afrique, soit 60% de ses réalisations à l'étranger⁴⁹.

⁴⁷ <https://www.oc.gov.ma/fr/etudes-et-statistiques/series-statistiques>

⁴⁸ [https://www.challenge.ma/les-investissements-direc...a-letranger-depassent-la-barre-des-19-milliards-de-dh-en-2022-255065/](https://www.challenge.ma/les-investissements-direc...)

⁴⁹ <https://afriomag.net/investissements-en-afrique-qui-sont-les-plus-gros-investisseurs-africains-en-afrique/>

Concernant les principaux pays investisseurs au Maroc⁵⁰, la France vient en tête avec un volume de CHF 1.05 mds, en augmentation de 13% par rapport à l'année précédente. Elle est suivie par les Etats Unis d'Amérique dont les IDE au Maroc ont atteint CHF 0,7 mds de DH (+698%). Quant aux Emirats Arabes Unis, le pays occupe la 3^{ème} place avec un flux de CHF 0,36 mds (+12%). Ces pays sont suivis par la Grande-Bretagne (CHF 0,3 mds ; +20%), l'Espagne (CHF 0,16 mds, -14%), les Pays-Bas (CHF 0,16 mds, -9%), le Luxembourg (CHF 0,12 mds, +-19%), l'Irlande (CHF 0.06 mds ; +116%), l'Allemagne (CHF 0.06 mds ; -19%) et la Suisse (CHF 0.06 mds ; -56%).

L'augmentation des IDE au Maroc confirme la consolidation de la position du Maroc en tant que terre d'investissement attractive et porte d'entrée vers l'Afrique. Ceci est dû aux principales améliorations du cadre législatif et du climat des affaires au Maroc, visant à encourager et faciliter les investissements étrangers. Cet afflux enregistré demeure le résultat des efforts consentis par le précédent gouvernement et la forte volonté de l'actuel gouvernement de continuer sur la même voie, avec notamment les différents événements de promotion à l'étranger et le lancement de la marque « *Morocco Now* », dont les road show visitent les plus importantes capitales économiques européennes et asiatiques.

5.2 Investissements bilatéraux

Concernant les flux d'IDE de la Suisse au Maroc, la Confédération reste dans le « top 10 » des investisseurs étrangers au Maroc en 2022. Les flux d'IDE suisses ont enregistré une baisse de 55%, passant de CHF 146 mio en 2021 à CHF 64 mio en 2022. Le secteur de l'immobilier représente 47% de ces investissements, suivi du secteur des transports (23%), l'industrie (16%) et le tourisme (4%).

Dans l'autre sens, les investissements directs marocains en Suisse ont connu une évolution positive et constante lors des dix dernières années⁵¹. Un nouveau record a été enregistré en 2022, avec CHF 25.4 mio d'investissement marocain en Suisse, soit une augmentation de 40% par rapport à 2021 et de 334% par rapport à 2012.

La présence des entreprises suisses au Maroc est très visible. Plus d'une cinquantaine d'entreprises suisses y opèrent dans les secteurs de l'agroalimentaire, des industries chimiques et pharmaceutiques, des machines et appareils électroniques, ainsi que des instruments de précisions. Elles comptent plus de 8000 employés et apportent au Royaume une réelle valeur ajoutée en œuvrant pour l'amélioration de son environnement socioéconomique. L'expérience fort intéressante de ces entreprises au Maroc montre qu'il y a un réel intérêt à coopérer au vu de la grande complémentarité qui existe entre les deux économies.

⁵⁰ <https://www.oc.gov.ma/fr/etudes-et-statistiques/series-statistiques>

⁵¹ <https://www.oc.gov.ma/fr/etudes-et-statistiques/series-statistiques>

6 PROMOTION ÉCONOMIQUE ET TOURISTIQUE

6.1 Instruments de la promotion économique extérieure suisse

Outre l'Ambassade de Suisse à Rabat⁵², le principal outil de promotion commerciale de la Suisse est la Chambre de Commerce Suisse au Maroc (CCSM). Sa mission est de promouvoir et renforcer les échanges commerciaux entre les deux pays. La CCSM renseigne les entreprises membres et publie depuis 2008, tous les deux mois, la revue « Suisseco », qui traite de l'actualité économique et des opportunités d'affaires au Maroc. De plus, la CCSM organise plusieurs séminaires et webinaires sur des thématiques d'actualité. Ces événements sont généralement organisés en partenariat avec l'Ambassade, le SECO et SGE

Dans le but de renforcer sa présence régionale au Maroc, la CCSM a inauguré en mai 2022 son antenne régionale à Marrakech. Elle est le relais de la CCSM pour identifier les opportunités d'affaires et pour faciliter les contacts entre les opérateurs suisses et marocains. Par ailleurs, la CCSM accompagne l'Ambassade de Suisse au Maroc lors des différentes manifestations économiques et commerciales.

Afin de consolider sa position en tant qu'instrument de promotion économique suisse au Maroc, la CCSM a signé plusieurs partenariats stratégiques avec des organismes suisses. Un MoU a été conclu avec la Chambre de Commerce, d'Industrie et des Services de Genève (CCIG). Un deuxième partenariat est conclu avec Switzerland Global Enterprise (S-GE). À travers ce partenariat, la CCSM représentera les intérêts de la S-GE au Maroc et sera mandatée sur des projets.

Lors du 2^{ème} semestre de l'année 2022 et le premier semestre de l'année 2023, la Chambre de Commerce Suisse au Maroc a organisé plusieurs activités d'échange et d'information. Une table ronde avec le Président Exécutif du Swiss Medical Network et les gestionnaires des cliniques privées au Maroc a été tenue en vue de partager les expériences entre les cliniques privées suisses et marocaines. La CCSM a également organisé une conférence sur la « Généralisation de l'Assurance Maladie Obligatoire » au Maroc.

Dans l'objectif de promouvoir les opportunités d'affaires et d'investissement au Maroc auprès des entreprises suisses, la CCSM a organisé avec l'Agence Marocaine de Développement des Investissements et des Exportations un webinaire « Doing Business in Morocco ». De plus, la CCSM s'est chargée d'organiser la visite de la Confédération Générale des Entreprises du Maroc en Suisse et qui a rencontré au mois de mars 2023 *economiesuisse*, *SGE*, *SABC*, *CCIG* et d'autres organismes.

Par ailleurs, l'expérience suisse dans la formation duale suisse a été promue par la CCSM. Lors d'un événement consacré à la formation duale et l'orientation professionnelle suisses, la CCSM a rassemblé plusieurs acteurs suisses de la formation duale ainsi que les principales parties prenantes de la formation professionnelle au Maroc.

En outre, en vue de promouvoir la Suisse comme destination touristique et culinaire, la CCSM a organisé une soirée « Fondue » à Casablanca avec la célébration des 10 ans de Swissport au Maroc. Cet événement a permis de mettre en avant le savoir-faire culinaire helvétique et de faire gagner des voyages en Suisse offerts par les sponsors.

Enfin, la CCSM a organisé des tables rondes sur « Régime juridique des dirigeants salariés à l'épreuve de la révocation » et « Les Dirigeants et Administrateurs de la Société Anonyme et les fautes de gestion » auxquelles ont pris part des représentants de sociétés marocaines ainsi que les experts juridiques des sociétés suisses basées au Maroc.

Enfin, la CCSM organise chaque année un petit déjeuner convivial pour les bacheliers marocains admis à l'EPFL. Cette rencontre, animée par l'association des ALUMNI EPFL Maroc, leur offre la possibilité de réseauter et de bénéficier des conseils des lauréats pour réussir leur nouvelle vie en Suisse.

⁵² En 2022, l'Ambassade de Suisse à Rabat a renforcé ses compétences en recrutant un Conseiller commercial et scientifique qui s'occupe de la promotion des affaires commerciales et scientifiques entre le Maroc et la Suisse

6.2 Intérêt du pays hôte pour la Suisse

Commerce et investissement : le Maroc démontre un intérêt avéré pour la coopération économique et commerciale avec la Suisse en raison de l'expertise et des capacités d'innovation de la Confédération. La déclaration conjointe de 2021 signée entre le Maroc et la Suisse est une preuve de cet intérêt. De façon opérationnelle, cet intérêt se traduit par des projets concrets. En effet, la Confédération Générale des Entreprises du Maroc (CGEM) souhaite créer un Conseil d'Affaires Maroc-Suisse, en partenariat avec les organisations faitières suisses. Une visite de la CGEM en Suisse, une grande première, a eu lieu en mars 2023 et a permis à la CGEM de rencontrer les représentants d'économiesuisse, de Switzerland Global Enterprise, du Swiss Africa Business Circle et de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Genève⁵³. Par ailleurs, l'Ambassade de Suisse au Maroc a organisé en septembre et octobre 2022 des événements de promotion de l'horlogerie suisse. Le Grand Prix de l'Horlogerie de Genève et l'exposition Watch.Swiss ont enregistré un nombre important de visiteurs marocains. Enfin, les grands opérateurs économiques et industriels marocains s'attendent à des implantations plus significatives des entreprises suisses au Maroc, eu égard à la complémentarité qui caractérise les deux économies.

Enseignement, recherche et innovation : la Suisse est reconnue comme un pays très innovateur par le Royaume. Conjointement avec l'EPFL, l'Université Mohammed VI Polytechnique (UM6P) a lancé en 2020 l'initiative « Excellence in Africa » pour soutenir la formation de professeurs et de doctorants en Afrique. En s'appuyant sur un réseau d'institutions scientifiques et d'écoles d'ingénieurs en Afrique, cette initiative promeut l'excellence scientifique et technologique. En outre, l'UM6P a également développé un partenariat avec l'Ecole hôtelière de Lausanne. Par ailleurs, la Moroccan foundation for Advanced Science, Innovation and Research (MAScIR) a exprimé un intérêt particulier pour coopérer avec des institutions de recherche suisse. Des rencontres de MAScIR avec l'EMPA, Innosuisse et l'EPFL Innovation Park ont eu lieu en Suisse et les discussions sont en cours pour initier et concevoir des projets de collaboration. Elle a signé en 2022 un accord de partenariat avec la société suisse SICPA visant le développement de solutions destinées au marché africain pour combattre les fraudes dans le domaine des médicaments et les encres⁵⁴. Enfin, la visibilité des universités suisses et surtout des écoles polytechniques de Lausanne et de Zurich est en nette amélioration. Elles bénéficient d'une excellente réputation. Les Marocains représentent la deuxième communauté étrangère d'étudiants à l'EPFL après la France. Plusieurs Marocains candidatent pour ces institutions après le baccalauréat. De plus, le MoU signé entre le Maroc et la Suisse en 2022 dans le domaine de l'enseignement supérieur, la Recherche et l'Innovation a ouvert de nouvelles voies à la coopération scientifique entre les deux pays. La HES-SO en tant que Leading House MENA a débuté un partenariat avec le Ministère marocain de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation. Les deux institutions financent des projets de recherche conjoints. Une vingtaine de projets de recherche conjoints ont été sélectionnés, dans les domaines des sciences cognitives, des sciences de l'éducation, de la biotechnologie et de la migration. Ce programme sera certainement reconduit au vu du grand intérêt manifesté par les chercheurs marocains et suisses pour cet instrument. Enfin, les Marocains affichent un intérêt croissant pour la Bourse d'Excellence de la Confédération suisse que l'Ambassade de Suisse promeut stratégiquement auprès des institutions scientifiques marocaines les mieux réputées.

Tourisme : après la crise sanitaire marquée par la fermeture de l'espace aérien pendant une longue période, l'année 2021 a connu des suspensions régulières de vols. Les exigences sanitaires pour effectuer des voyages (pass vaccinal, test PCR, autorisation de quitter le territoire, etc.) représentaient des contraintes à la fois administratives et pécuniaires aux voyageurs. En 2022, ces restrictions se sont allégées, mais le nombre de demande de visas est resté négativement impacté. Ceci ne remet toutefois pas en cause l'intérêt que portent les Marocains pour la Suisse. En 2022, 2'854 visas C ont été accordés (3293 en 2019). Dans sa dernière étude de l'image de la Suisse au Maroc en 2020, PRS montre que 72% des répondants placent le tourisme comme principale raison de se rendre en Suisse. A noter que plusieurs « influenceurs » marocains ayant voyagé en Suisse ont partagé leurs expériences positives sur les réseaux sociaux. Dans ce sens, il importe pour la Confédération de lancer régulièrement au Maroc des campagnes de promotion du tourisme en Suisse, afin d'attirer davantage la classe aisée et la classe moyenne marocaines. Cette dernière est en constante augmentation, voit son niveau de vie progresser et, par conséquent, planifie annuellement ses séjours à l'étranger. Elle s'intéresse également à de nouvelles destinations, autres que celles habituelles, à savoir, la France, l'Espagne, et l'Italie. D'un autre côté, l'Office National Marocain de Tourisme a décidé l'ouverture d'un bureau à Zurich. Ceci avec

⁵³ <https://cgem.ma/mission-cgem-en-suisse-cooperation-economique-maroc-suisse-plus-forte/>

⁵⁴ <https://www.mascir.com/lutte-contre-les-fraudes-developpement-de-solutions-dauthentification-renforcee-sicpa-et-la-fondation-mascir-de-luniversite-mohammed-vi-polytechnique-signent-une-convention-de-part/>

l'objectif d'attirer plus de touristes suisses au Maroc. L'Office œuvre également à négocier de nouvelles lignes aériennes reliant le Maroc et la Suisse avec des compagnies internationales.

Environnement : suite à l'accord bilatéral entre le Maroc et la Suisse relatif à la compensation carbone, conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord de Paris, la Fondation KliK a lancé ses activités au Maroc. Plusieurs acteurs économiques marocains ont manifesté un grand intérêt pour le mécanisme proposé par la Fondation lors des ateliers de lancement organisés par la Fondation et le Ministère marocain de la Transition Énergétique et du Développement Durable avec l'appui de l'Ambassade.

Infrastructure : la Suisse est réputée et très appréciée au Maroc pour son expertise dans les domaines de l'eau et de l'assainissement, du ferroviaire, des tunnels, des ponts et des hôpitaux. Le Maroc a manifesté récemment son intérêt pour être accompagné par la Suisse dans le domaine des tunnels. Le Ministère de l'Équipement et de l'Eau ainsi que l'Office fédéral des routes procèdent à des échanges d'expertise sur le projet du tunnel de l'Ourika. Ainsi, les entreprises suisses des secteurs concernés doivent veiller à se positionner en amont auprès des donneurs d'ordre pour présenter leur expertise et rester à la page des opportunités qui se présentent.

ANNEXE 1 – Structure de l'économie

Structure de l'économie du pays hôte

	Année 2016	Année 2020	Année 2022
Répartition du PIB¹			
Secteur primaire	13,6 %	11,7%	12%
Secteur manufacturier	29,5 %	26,1%	ND
Services	56,8 %	50,8%	ND
– dont services publics	10,4 %	18,4%	ND

Répartition de l'emploi²			
Secteur primaire	40,3%	31,3%	39,7%
Secteur manufacturier	40,3%	22,9%	24,1%
Services	37,5%	45,7%	45,6%
– dont services publics	ND	5,4%	ND

¹Source(s) :

- Haut Commissariat au Plan, 2017 pour 2016
- Statista pour 2020

² Source : Haut Commissariat au Plan, 2021 pour 2020 et Haut Commissariat au Plan, 2017 pour 2016

ANNEXE 2 – Principales données économiques

Principales données économiques du pays hôte

	2020	2021	2022	2023
PIB (USD mia)⁵⁵	113,5	131,4	134.18	ND
PIB/habitant (USD)⁵⁶	3'258.1	3'795.4	3'527.9	ND
Taux de croissance (% du PIB)⁵⁷	-7.2	7.9	1.3	3.3
Taux d'inflation (%)⁵⁸	0,6	1,4	8,3	8.4 (S1)
Taux de chômage (%)⁵⁹	11.9	12.3	11.8	12.9 (T1)
Déficit budgétaire(% du PIB)⁶⁰	-7.1	-5.5	-5.2	-4.8
Solde des transactions courantes (% du PIB)⁶¹	-1,1	-2,3	-3.6	ND
Solde de Financement (% du PIB)⁶²	-1.2	-2.3	-3.5	-0.8
Dettes publiques globales (% du PIB)⁶³	87,6	83,3	86,1	85,8
Réserves (mois d'importations)⁶⁴	8,7	7,2	5,2	5,4

⁵⁵ Banque Mondiale⁵⁶ Banque Mondiale⁵⁷ Haut-Commissariat au Plan⁵⁸ Haut-Commissariat au Plan⁵⁹ Haut-Commissariat au Plan⁶⁰ Haut-Commissariat au Plan⁶¹ Banque Mondiale⁶² Haut-Commissariat au Plan⁶³ Haut-Commissariat au Plan⁶⁴ Haut-Commissariat au Plan

ANNEXE 3 – Partenaires commerciaux

Partenaires commerciaux du pays hôte

année : 2021

Les données de 2022 seront disponibles à partir du 15 août 2023

Rang	Pays	Exportations	Part	Var.[1]	Rang	Pays	Importations	Part	Var. ¹⁰
		par le pays hôte (USD millions)					par le pays hôte (USD millions)		
1	Espagne	6'859	21,5%	12,7%	1	Espagne	8'047	15,7%	27,8%
2	France	6'505	20,4%	12,4%	2	Chine	5'991	11,7%	19,8%
3	Brésil	1'770	5,55%	68,1%	3	France	5'395	10,5%	9,8%
4	Inde	1'576	4,9%	43,8%	4	USA	3'256	6%	26,4%
5	Italie	1'360	4,3%	16,6%	5	Turquie	2'949	5,8%	31,8%
6	Allemagne	937	2,9%	21%	6	Italie	2'592	5,1%	21,7%
7	Turquie	698	2,2%	25,9%	7	Allemagne	2'245	4,4%	3,5%
	Suisse	237	0,7%	60,9%		Suisse	169	0,3%	45,9%
	UE	18'932	59,4%	12,7%		UE	25'087	49%	17,2%
		0							
	Total	31'898	100 %	25%		Total	51'160	100 %	24.7%

Source(s) : Office des Changes du Maroc – Rapport Commerce Extérieur 2021

1 MAD = 0.097 USD

ANNEXE 4 – Echanges commerciaux bilatéraux

Echanges commerciaux bilatéraux entre la Suisse et le pays hôte

Période	Import		Export		Balance
	Valeur (CHF)	Evolution %	Valeur (CHF)	Evolution %	Valeur (CHF)
2018	246'173'331	-10.3	336'562'633	0.3	90'389'302
2019	276'741'303	12.4	353'337'000	5	76'595'697
2020	258'779'340	-6.5	306'315'108	-13.3	47'535'768
2021	307'365'998	18.8	347'462'154	13.4	40'096'156
2022	365'371'979	18.9	414'381'015	19.3	49'009'036

Exportations	2020 (% du total)	2021 (% du total)	2022 (% du total)
1. Produits des industries chimiques et pharmaceutiques	34,5	38%	29%
2. Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	27,9	24%	17%
3. Machines, appareils, électronique	15,1	17%	18%
4. Instruments de précision, horlogerie et bijouterie	13,5	14%	24%

Importations	2020 (% du total)	2021 (% du total)	2022 (% du total)
1. Textiles, habillement, chaussures	32,4	34%	28%
2. Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	22,4	22%	19%
3. Métaux précieux et pierres gemmes, y compris l'or et l'argent en lingots	22,2	0,4%	13%
4. Véhicules	14,6	10%	14%

Source : Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières (Swiss Impex) 2022

ANNEXE 5 – Principaux pays investisseurs

Principaux pays investisseurs dans le pays hôte année : 2022 (en millions de CHF)

PAYS	2021	2022
France	936	1'058
Etats-Unis	89	710
Emirats Arabes Unis	328	368
Grande Bretagne	265	318
Espagne	196	168
Pays-Bas	202	162
Luxembourg	154	124
Irlande	32	69
Allemagne	84	68
Suisse	146	64
Belgique	55	52
Chine	9	52
Canada	28	43
Chypre	28	37
Qatar	33	33
Italie	40	32
Turquie	18	26
Maurice	43	21
Arabie Saoudite	23	20
Portugal	11	16
TOTAL (CHF)	2'958	3'596

Recettes des ID en provenance de la Suisse (en millions de CHF)

Secteur	2021	2022	Part	Variation 21-22
Immobilier	28.55	30.1	47%	5%
Transports	2.91	14.8	23%	409%
Industrie	99.09	10.1	16%	-90%
Tourisme	5.82	2.8	4%	-52%
Commerce	0.27	0.6	1%	133%
Holding	0.18	0.5	1%	200%
Agriculture	0.36	0.5	1%	25%
Grands travaux	0.09	0.5	1%	400%
Banque	0.73	0.2	0%	-75%
Autres services	6.91	3.3	5%	-53%
Divers	0.64	0.9	1%	43%
Total	145.55	64.3		

Source: Office des Changes (Maroc) / 1 CHF = 11 MAD